LA BATAILLE DES SYNDICALISTES POUR L'ENVIRONNEMENT DANS LES ENTREPRISES À BRUXELLES

Par Christina Hosszu
Responsable BRISE
CSC Bruxelles

Il y a une vingtaine d'années, au sein de la CSC, la volonté de créer un réseau intersyndical sur les questions environnementales a émergé. Pourquoi se préoccuper de l'environnement au sein du syndicat? Nous défendons des valeurs dont la solidarité est primordiale. S'occuper de l'environnement, c'est se préoccuper des générations futures, des travailleurs du Nord comme du Sud notamment des agriculteurs, des conditions de travail, de notre santé. Les inégalités sociales et les inégalités écologiques vont souvent de pair. Pensons à l'habitat, un logement moins cher est très souvent mal isolé, se situe sur des tronçons bruyants et fort pollués et est parfois même insalubre. Ces inégalités doivent être combattues. Et pourquoi en intersyndical ? La Belgique est un petit pays avec trois grands syndicats d'où la nécessité de créer des alliances, d'avoir un financement commun, former nos militant.e.s pour parler d'une seule voix face à l'employeur. Il y a eu également la volonté de soutenir les délégué.e.s qui voulaient avancer sur les questions environnementales.

Aujourd'hui, ça fait un peu plus de dix ans que le Réseau Intersyndical de Sensibilisation à l'Environnement Bruxellois (BRISE) est actif. D'abord ce réseau était fort marginalisé mais avec le temps et surtout l'actualité, il a été propulsé au-devant de la scène. Les débuts n'ont pas été faciles, il fallait s'approprier cette nouvelle et complexe thématique au sein du syndicat. Certains y voyaient un intérêt second, incompatible avec les urgences à traiter dans l'entreprise. « Nous nous en préoccuperons si nous en avons le temps ». Pourtant même dans des moments de crise et surtout lors de restructuration, penser à l'environnement permettrait de trouver des solutions nouvelles et peut-être plus favorables à toutes et tous. Notamment, en faisant des économies ailleurs que sur le dos des travailleurs.

De leur côté, les délégué.e.s, malgré leur enthousiasme, devaient prouver leur légitimité face à l'employeur sur leur investissement en rapport avec les questions écologiques. Aujourd'hui encore les questions environnementales restent un sujet périphérique dans les entreprises, même si nous avons beaucoup avancé sur le sujet. Au travers des formations et du forum annuel, des fiches thématiques, du Groupe Kyoto et de séminaires, nous prenons en compte diverses facettes de l'environnement. Les sujets sont variés et brassent largement. Nous avons traité des questions comme le droit à la ville, l'alimentation durable et saine, les énergies, l'eau (sa provenance, sa consommation, son exploitation), les déchets, les produits dangereux, la pollution intérieure, l'économie circulaire...

Nos objectifs sont d'outiller au mieux les délégué.e.s et travailleurs-euses syndicaux-ales, de renforcer leur capacité d'action et de réflexion en terme d'écologie, d'ouvrir de nouveaux horizons. Nous apportons notre soutien à leurs projets, que ce soit en termes de contenu d'information via par exemple les fiches thématiques, les formations, le suivi du Groupe Kyoto ou plus concrètement par un suivi de leur entreprise. C'est ainsi que des entreprises comme Belfius ont mis une cantine durable en place avec les économies d'énergie, que le secteur hôtelier a pris en compte le gaspillage d'eau notamment en améliorant les gros postes consommateurs comme les douches et les toilettes, dans d'autres la mobilité en réduisant le nombre de places de parking, en offrant un accès aisé en transport en commun et un parking vélo, en proposant des plateformes de covoiturages... Au niveau des organes de concertation, on vise les plans annuels et quinquennaux, le label éco-dynamique, les plans mobilité, les cahiers de charge...

Le Groupe Kyoto est le cœur de l'activité de BRISE, il réunit des délégué.e.s des trois syndicats des trois instances et de secteur différents plus ou moins une fois par mois. Nous y prenons le pouls des différentes entreprises, traitons l'actualité comme le nouveau format du Label écodynamique et maintenant l'appel à la grève du 15 mars sur le climat. Nous y abordons divers sujets spécifiques pour nous aider et renforcer nos connaissances en vue d'améliorer nos actions. Le Groupe Kyoto ainsi que les moments de formation sont également un lieu de « réseautage », les délégué.e.s s'échangent les bonnes pratiques et les réalités du terrain. La réussite de tous ces projets dépend essentiellement d'une bonne relation en matière de concertation sociale entre les 3 organes syndicaux que sont le CPPT (Comité pour la Prévention et la Protection au Travail), la Délégation syndicale (DS) et le Conseil d'entreprise (CE) et les trois syndicats et avec les ressources humaines. Il est également très important d'y associer les travailleurs-ses notamment via une enquête ou en les informant régulièrement via des assemblées, des affichages, etc. Un autre atout enfin, c'est que cela permet de rendre visibles les actions syndicales : l'activité des mandataires n'en devient que plus légitime.

Affaire à suivre...

FEMMES, FÉMINISMES ET ÉCOLOGIE

Par Aurore Mignolet
Vie Féminine Bruxelles

Pollution de l'air, de l'eau, désertification, sixième extinction massive des espèces,... les preuves de la catastrophe écologique se multiplient. Si le réchauffement climatique est le plus médiatisé des dérèglements environnementaux, il n'est pourtant qu'un des dangers qui menacent l'existence de la vie sur notre planète, qu'elle soit humaine ou non-humaine.

Notre survie même est menacée. Et pourtant, si nous sommes tou.t.es touché.e.s par les conséquences du désastre écologique, ces dernières impactent les populations de façon différente, selon leur classe sociale, leur genre, leur origine ethnique ou encore leur origine géographique. Les inégalités socio-économiques coïncident en effet avec les inégalités environnementales. Les personnes en situation de précarité sont ainsi par exemple davantage exposées que les autres à la pollution de l'air et affichent par ailleurs une surmortalité en période de pic de pollution.

Pendant ce temps, l'écologie et la lutte contre le réchauffement climatique sont dans toutes les bouches, à droite comme à gauche. Le capitalisme se teinte de vert et le développement devient durable, pendant que la destruction de la sécurité sociale et la paupérisation des populations se poursuivent. Face à l'absence de volonté politicienne, les citoyen.ne.s tentent de se mobiliser. Le large mouvement politique que devrait être l'écologie se morcelle en des actions individuelles. La responsabilité de sauver la planète vient peser sur les individus, devenus éco-consommateurs (et non sur l'Etat, les industries,...). Cette charge repose particulièrement sur les femmes. C'est en effet à elles que reviennent très majoritairement les tâches de reproduction, liées à la vie quotidienne (s'occuper des enfants, faire les courses, s'occuper du ménage,...), à elles qu'il revient donc en premier lieu de changer leurs modes de vie.

Pour les mouvements militants de gauche traditionnels la lutte contre le capitalisme est plus que jamais d'actualité. Et ici aussi le discours est au vert, avec un risque supplémentaire : que ce nouvel attrait pour l'écologie éclipse encore d'avantage les combats féministes et anti-racistes, déjà secondaires à leurs yeux.

De leur côté, les mouvements féministes historiques majoritaires ne semblent pas désireux de s'emparer de l'écologie, a priori bien éloignée de leurs priorités. Et pour cause ! Le féminisme constructiviste, majoritaire ici, a lutté contre l'idée d'une essence féminine, contre l'idée selon laquelle « la femme » serait par